



*Réalisation d'un Programme Local de
Prévention des Déchets Ménagers et
Assimilés (PLPDMA)*



Octobre 2023

Synthèse du projet de PLPDMA

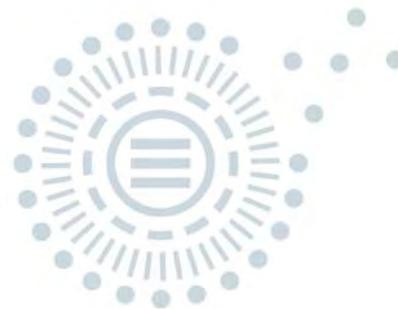




- Contexte et enjeux de l'élaboration du PLPDMA*
- Diagnostic territorial
- Objectifs du PLPDMA
- Plan d'actions
- Prochaines étapes

*PLPDMA = Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

CONTEXTE ET ENJEUX DE L'ÉLABORATION DU PLPDMA





Raisons environnementales

Impact gestion des déchets (transport, incinération, ...)

Economie des ressources naturelles

Impact des déchets retrouvés dans les océans sur la **biodiversité**



Raisons économiques

Maîtrise des coûts du service (économies sur la collecte et le traitement des déchets)

Contribution au **développement économique** du territoire (ex : lien entre réemploi et action sociale)



Raisons réglementaires

Réalisation d'un PLPDMA **obligatoire depuis 2012**

Objectifs nationaux de réduction des déchets et des mesures plus ciblées (réemploi, gaspillage alimentaire...) fixés dans la loi



Autres raisons

Sensibilisation des habitants, création de lien social, **optimisation du service public** de gestion des déchets, **exemplarité**, expérimentation...



La prévention des déchets dans la réglementation

Priorité à la prévention des déchets sur la gestion des déchets (Code de l'Environnement)

Objectif loi AGEC : **-15% DMA entre 2010 et 2030**

Interdiction progressive de certains **plastiques à usage unique** entre 2020 et 2040

Autres mesures favorisant le **réemploi**, la lutte contre le **gaspillage alimentaire**, ...

Autres réglementations impactant indirectement la prévention des déchets

Tri à la source des biodéchets (fin 2023)

Tarification incitative (encouragée)

Limitation du recours à l'enfouissement

● Qu'est qu'un PLPDMA?

- **PLPDMA** = Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés
- **Obligatoire**
- Durée de **6 ans**
- **Objectifs compatibles** avec les textes de loi portant sur les déchets et avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PRPGD)
- **Thématiques d'action possibles** : lutte contre le gaspillage alimentaire, allongement de la durée de vie des produits, éco-exemplarité des acteurs publics, ...
- **Publics cibles possibles** : ménages, entreprises et administrations générant des déchets dits « assimilés » à ceux des ménages, scolaires, ...



Modalités de concertation élargies

- Groupes de travail thématiques (GTT) réunissant des acteurs du territoire

CCES = Commission consultative d'élaboration et de suivi

- Instance **obligatoire**, rôle **consultatif**
- **Composition élargie** : CARA et acteurs du territoire

COPIL = Comité de pilotage

- **Pilotage** de l'élaboration du PLPDMA et orientation stratégique
 - **Composition interne** : CARA

Equipe projet du PLPDMA : service déchets de la CARA



- Le rôle de la CCES par rapport au COPIL

Comité de Pilotage (COPIL)

Composition :
élus et
services de la
CARA

Rôle
d'orientation
stratégique

Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES)

Composition :
élus et
services de la
CARA, acteurs
extérieurs

Rôle
consultatif

- Les moments d'intervention de la CCES

Elaboration
du PLPDMA

Avis sur le programme
d'actions

Avis sur les modifications
apportées à l'issue de la
consultation du public (si
modifications)

Mise en
œuvre du
PLPDMA

Avis sur le bilan annuel

Avis sur le bilan des 6
ans du PLPDMA et
propositions de révision
du PLPDMA



• Organismes invités

Institutionnels

- ✓ **ADEME** Nouvelle-Aquitaine
- ✓ **Conseil régional** Nouvelle-Aquitaine
- ✓ **DDTM** (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) de Charente-Maritime
- ✓ **SIL** (Syndicat Intercomm. du Littoral)
- ✓ **Parc naturel marin de l'estuaire** de la Gironde et de la mer des Pertuis

CARA (et EPIC)

- ✓ **Président**
- ✓ **Vice-président** délégué à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés
- ✓ **Conseillère** déléguée à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à la prévention des déchets
- ✓ **Directrice générale des services**
- ✓ **Directeur général adjoint**
- ✓ **Pôle écologie urbaine**
- ✓ **Direction de la communication**
- ✓ **Pôle aménagement durable et mobilité**
- ✓ **Pôle développement et attractivité territoriale**
- ✓ **Office de Tourisme Communautaire**

Représentants professionnels

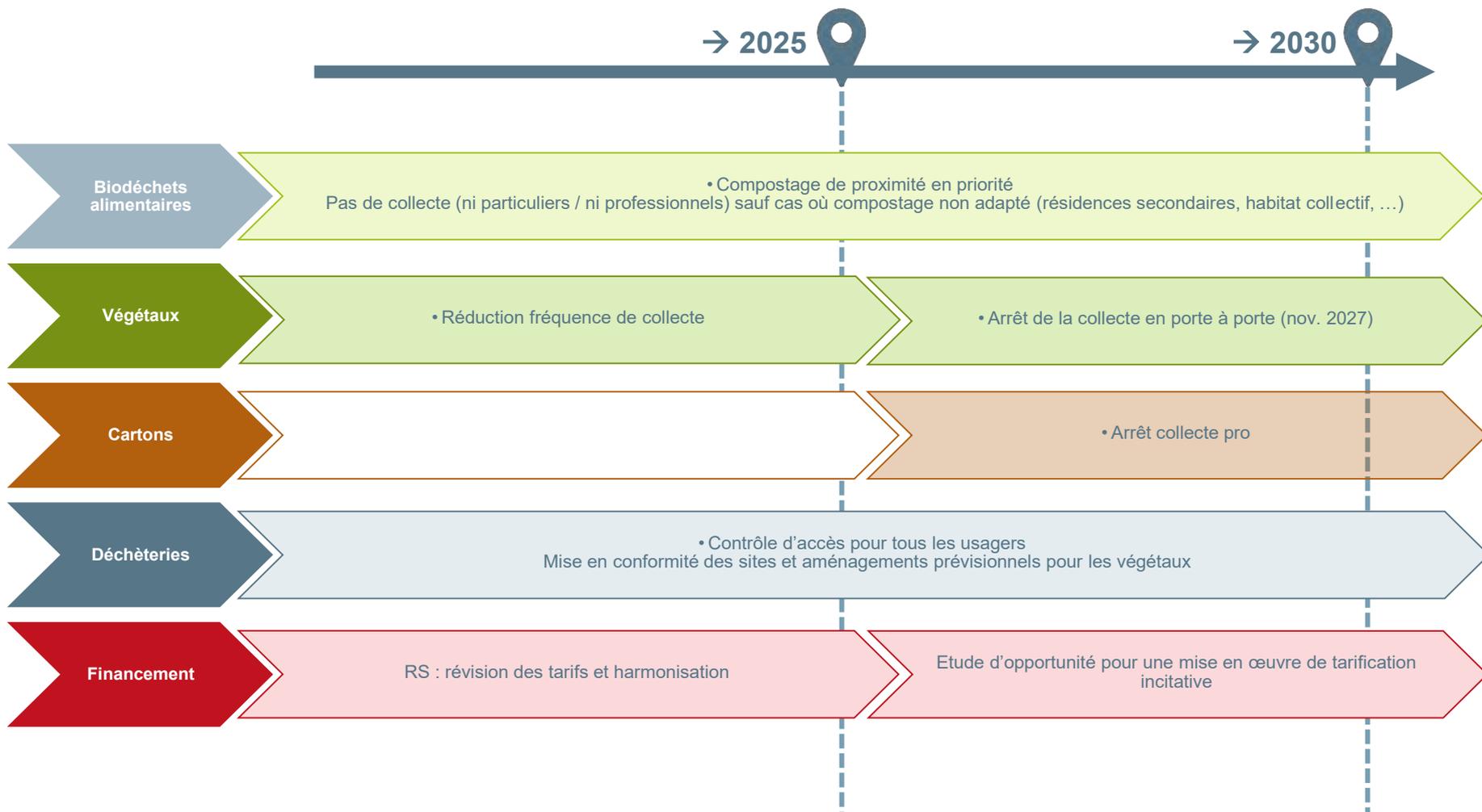
- ✓ **CCI** (Chambre de Commerce et d'Industrie)
- ✓ **Chambre d'agriculture**
- ✓ **Chambre de Métiers et d'Artisanat**
- ✓ **CRC** (Comité de la Conchyliculture de Charente-Maritime)
- ✓ **CRESS** (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)
- ✓ **Interfilière Tourisme Durable**
- ✓ **CERA** (Club d'Entreprises Royan Atlantique)
- ✓ **CESO** (Club des Entrepreneurs de Seudre Océan)

Associations et citoyens

- ✓ **CODEV** (Conseil de Développement Royan Atlantique)
- ✓ **Royan Vaux Environnement**
- ✓ **UFC-Que choisir** de Charente-Maritime
- ✓ **Zéro Déchet Pays Royannais**
- ✓ **Pays Royannais Environnement**
- ✓ **Nature en pays d'Arvert**



- Un processus d'élaboration qui s'articule avec l'étude d'optimisation du SPPGD et notamment sur les actions suivantes ayant un impact potentiel sur la prévention :





● Un processus d'élaboration réalisé en deux phases :

Sept-nov
2022

Phase 1 : Diagnostic

- Recensement et analyse des acteurs du territoire
- Evaluation des actions de prévention existantes
- Analyse de la production et de la gestion des déchets
- Synthèse AFOM et détermination d'orientations stratégiques

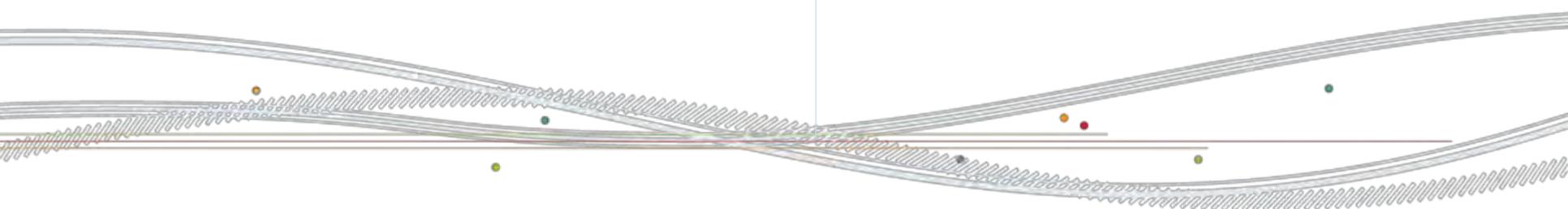
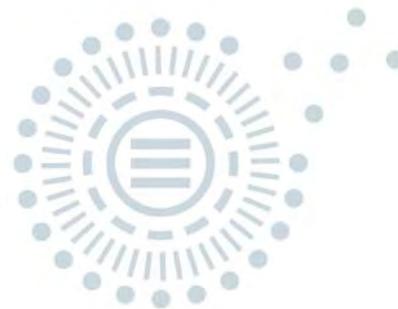
Nov 2022 –
déc 2023

Phase 2 : Plan d'actions

- Définition des objectifs du PLPDMA
- Co-construction en ateliers du programme d'actions avec les acteurs du territoire
- Elaboration des fiches actions du programme
- Elaboration du rapport et d'une synthèse du projet de PLPDMA
- Consultation de la CCES (Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi)
- Consultation du public sur le projet complet de PLPDMA
- Adoption du projet de PLPDMA en Conseil Communautaire

En
cours

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

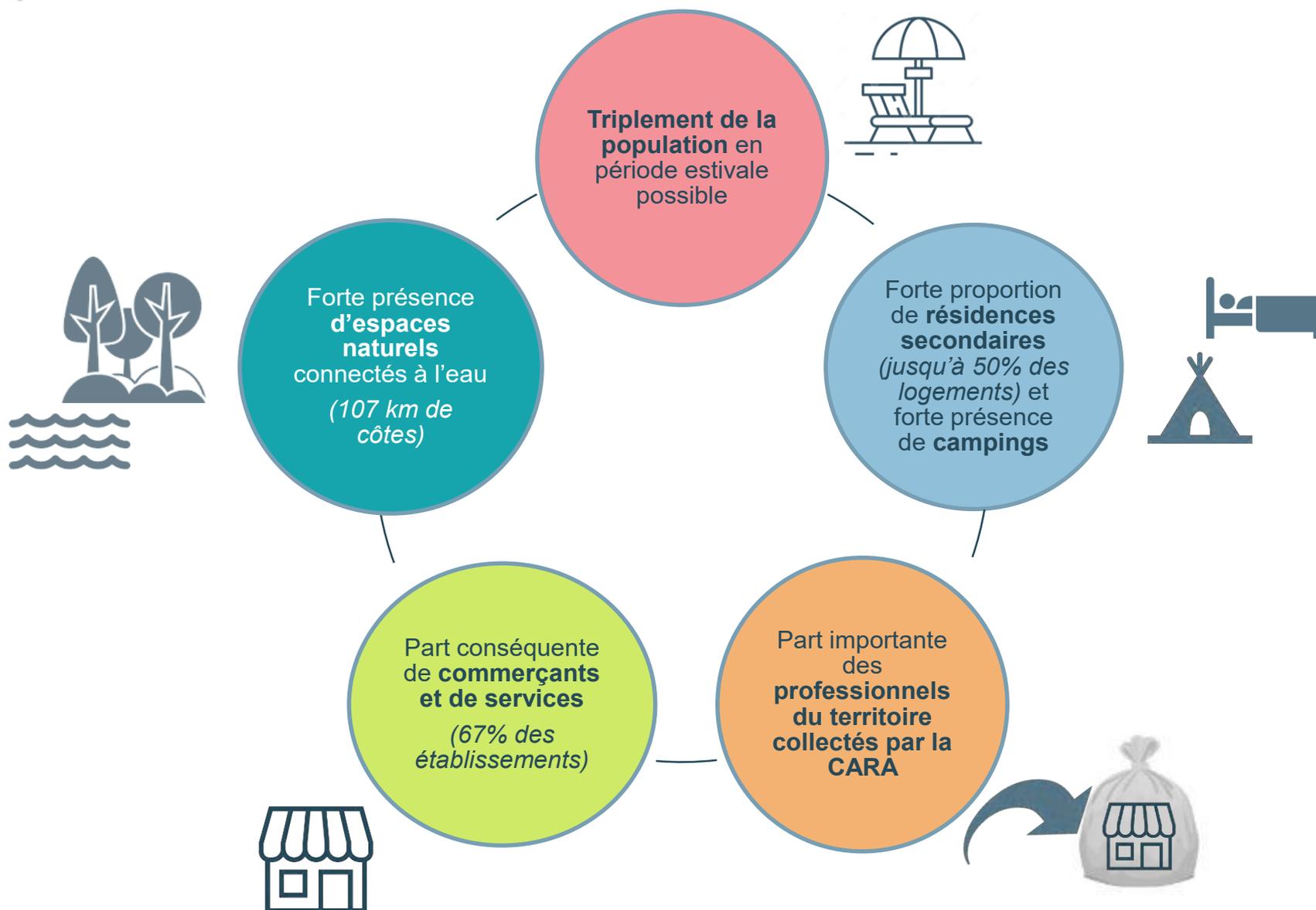




- Un territoire de **33 communes** regroupant **82 480 habitants** (population INSEE de 2020)
- Une **croissance démographique positive forte** (solde migratoire apparent positif et un solde naturel négatif)
- Une **part importante d'habitants de plus de 65 ans**
- Un **taux d'activité moyen similaire à la moyenne française**
- **Peu d'habitat vertical**
- Implantation des **activités économiques majoritairement sur la partie nord**



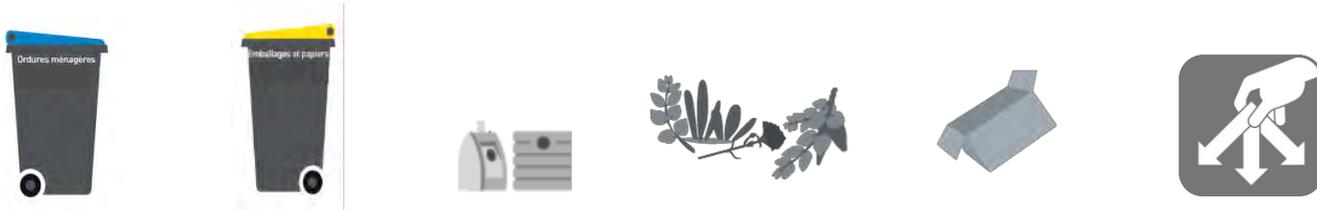
Situation géographique de la CARA.



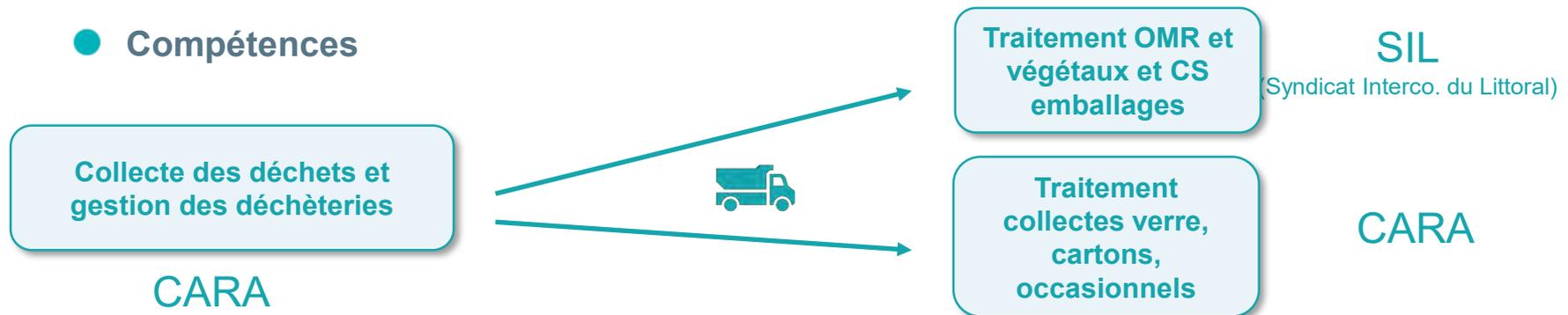


● Quelques définitions

DMA = Déchets Ménagers et Assimilés = déchets pris en charge par le service public



● Compétences





Ordures ménagères et assimilées (OMA)

Collectes en porte-à-porte

Ordures ménagères résiduelles (OMR)
en bacs et colonnes

Papiers-emballages hors verre

Végétaux
sur 15 communes

Cartons commerçants

Collectes en bornes d'apport volontaire

Verre

Déchets dits « occasionnels »

8 déchèteries

*dont 1 déchèterie mixte (Arvert) et 1
déchèterie pour les professionnels (St-
Sulpice-de-Royan)*

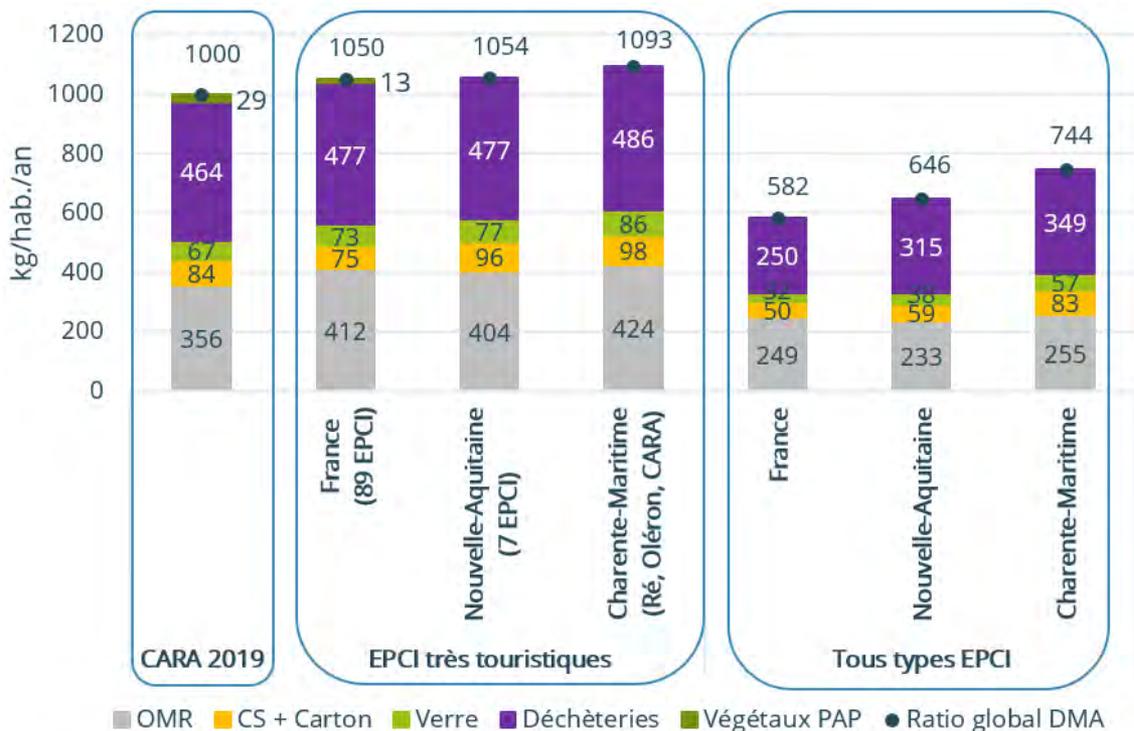
*Réemploi : espace réemploi sur 1
déchèterie (Arvert)*

>> Financement du service public :

Une tarification du service à travers la **TEOM** et la **redevance spéciale** avec un **taux de couverture à hauteur de 86% du coût du service.**



Représentation graphique des performances DMA de la CARA et des références en 2019 (population INSEE).



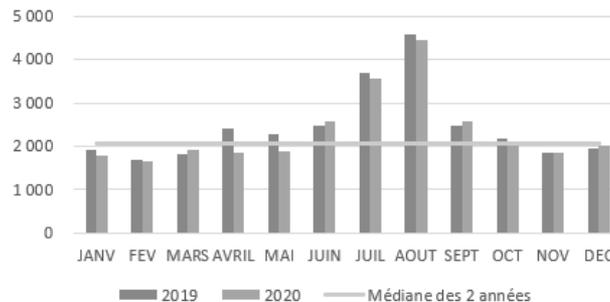
- Un ratio d'OMR moins élevé que pour les autres EPCI très touristiques, et un ratio de recyclables inférieur aux ratios régional et départemental des EPCI très touristiques ;
- Un ratio de déchets en déchèterie inférieur à celui des autres EPCI très touristiques, mais un ratio de déchets verts collectés en porte-à-porte plus important que pour les autres EPCI très touristiques.
- Une collecte des flux d'OMR, de CS, de verre et de cartons très marquée par un pic estival.

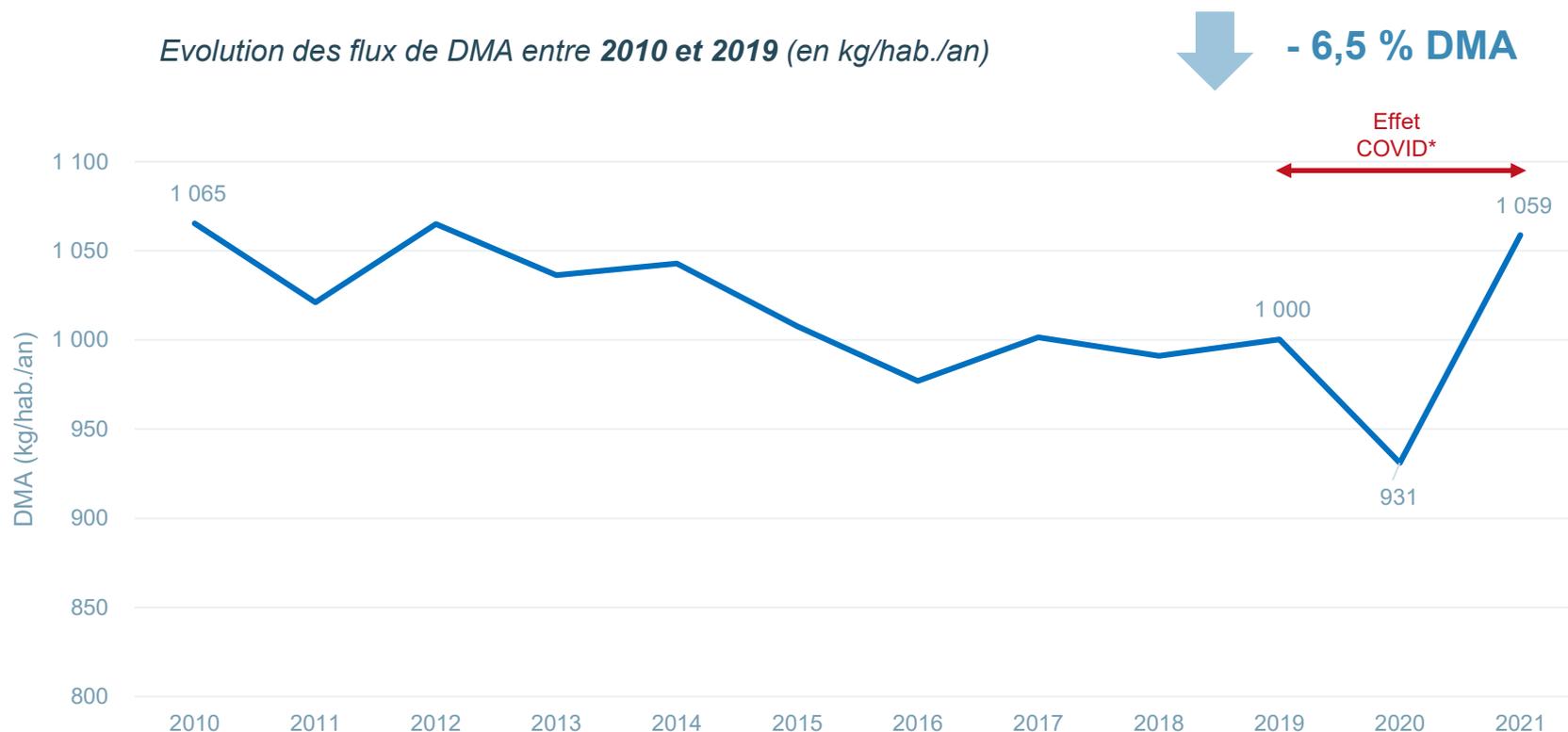


Un ratio de DMA légèrement inférieur aux ratios de références pour les EPCI très touristiques (la CARA est un territoire très touristique) et très supérieur aux ratios de références pour tous types d'EPCI confondus.

EPCI : établissement public de coopération intercommunale (communauté d'agglomération, communauté de communes, syndicat de communes ...)

Variation mensuelle des tonnages d'OMR collectés sur la CARA





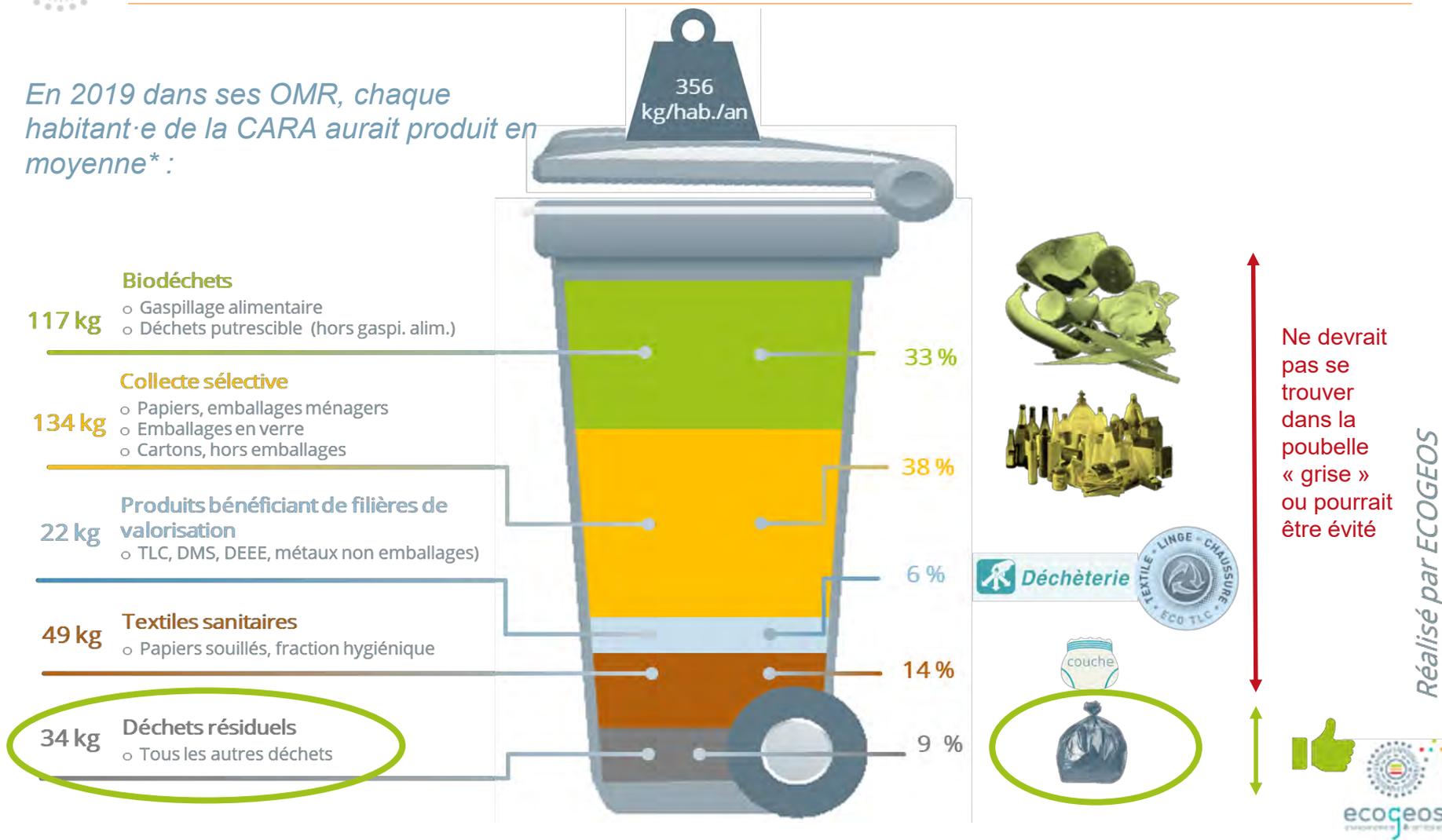
Sans nouvelles actions de prévention, ces évolutions permettent de se rapprocher de **l'objectif réglementaire fixé par la loi AGECE****, à savoir -15 % de DMA d'ici 2030 par rapport à 2010, mais nécessitent des actions complémentaires pour l'atteindre

* Effet COVID : fonctionnement des déchèteries en mode dégradé sur 2020 (confinements) puis reprise en fonctionnement normal en 2021

** Loi AGECE = Loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire



En 2019 dans ses OMR, chaque habitant-e de la CARA aurait produit en moyenne* :



* : estimation basée sur la campagne nationale MODECOM™ de caractérisation des OMR de 2017 et sur le ratio OMR 2019 de la CARA

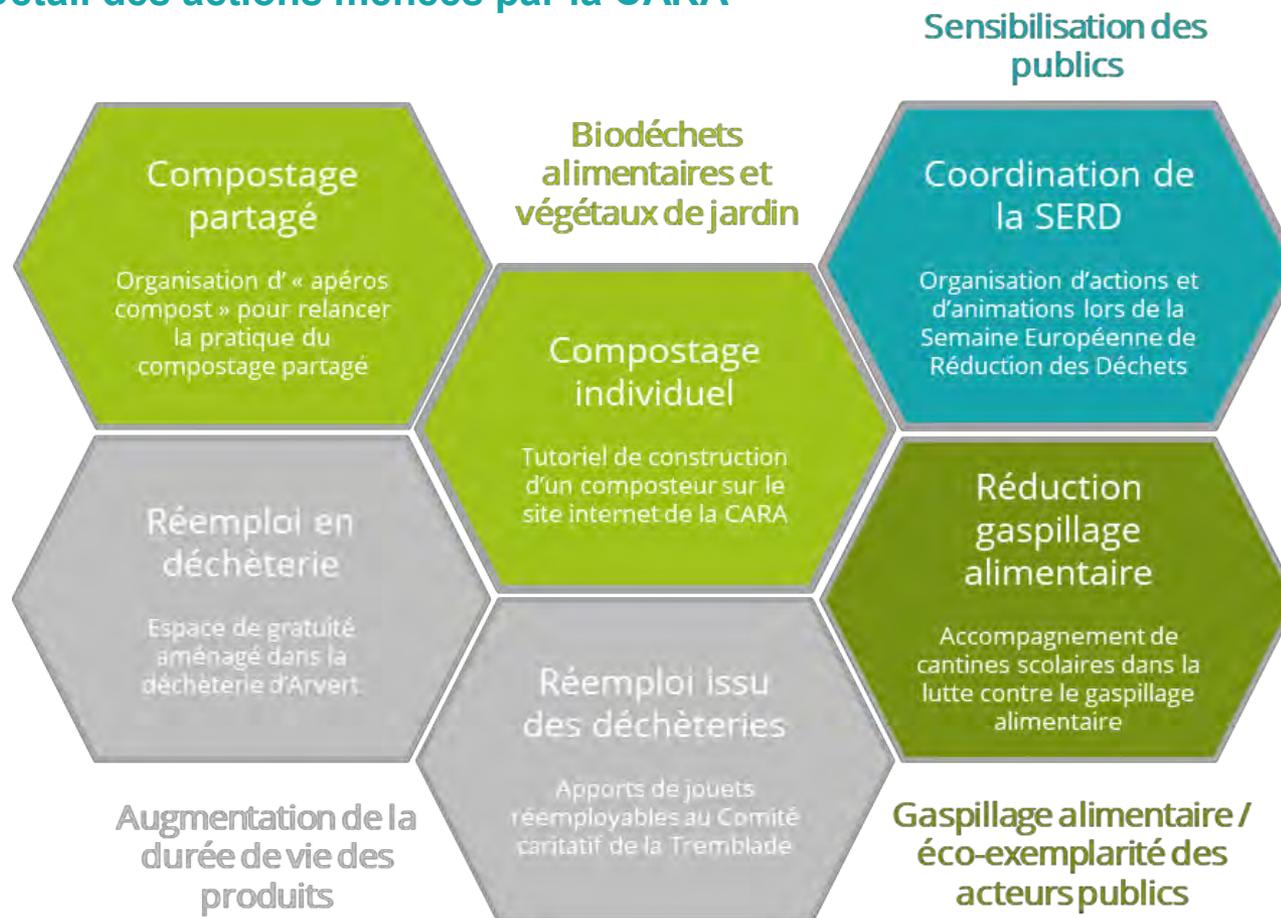
TLC : Textile, Linge, Chaussures

DMS : Déchets Ménagers Spéciaux (produits ménagers dangereux, produits de bricolage dangereux, ...)

DEEE : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques



● Détail des actions menées par la CARA



Quelques actions de prévention initiées à ce jour et de faible intensité (excepté pour le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires)

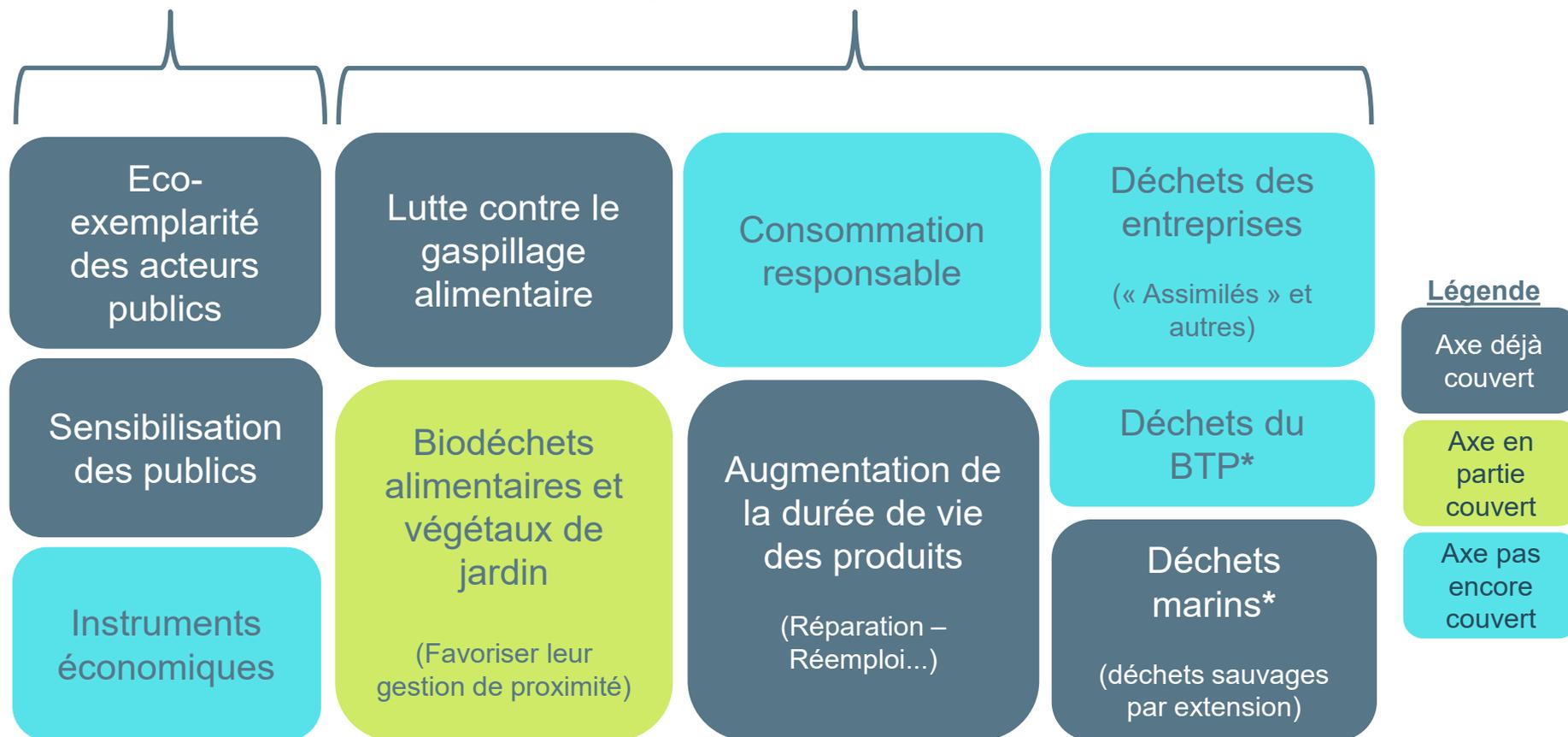


● Couverture des 10 axes de l'ADEME par les actions existantes de la CARA

3 axes transversaux

7 axes thématiques

(* dont 2 plus éloignés du champ d'intervention des EPCI)





- **Caractéristiques des acteurs concernés par la prévention des déchets opérant sur le territoire de la CARA**

**100aine
d'acteurs
recensés**

**Petit nombre
d'acteurs dont le
cœur d'activité
est la prévention
des déchets**

Principal domaine
d'action :
l'environnement*

* : notamment dû aux nombreuses associations de protection de l'environnement



ATOUS

- * Démarche de prévention des déchets en cours de structuration
 - * Elus qui se sont emparés du sujet
- * Etude d'optimisation du SPPGD en cours avec des actions en prise directe avec la prévention des déchets
 - * Marge de manœuvre pour réduire les DMA
- * Programmation d'une étude de faisabilité pour la tarification incitative

FAIBLESSES

- * Moyens humains ciblés pour la prévention qui restent limités à ce jour
 - * Communication orientée sur le tri
- * Quelques actions de prévention existantes

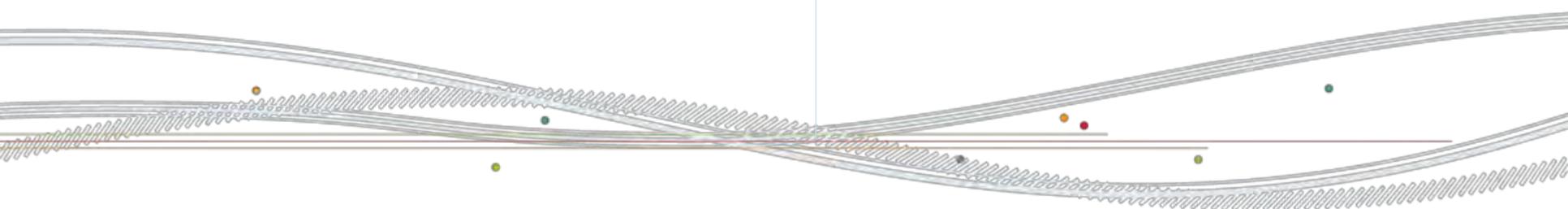
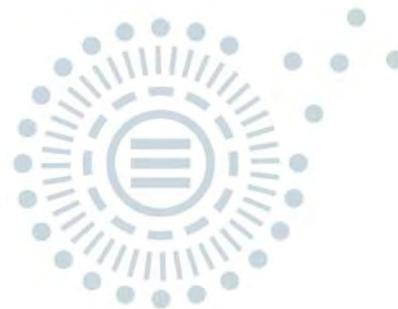
OPPORTUNITES

- * Contexte réglementaire favorable
 - * La CARA est une structure de 2^{ème} niveau, ce qui donne une légitimité vis-à-vis des communes et des acteurs locaux
- * Nombreux partenaires possibles en matière d'intervention dans les milieux naturels protégés

POINTS D'ATTENTION

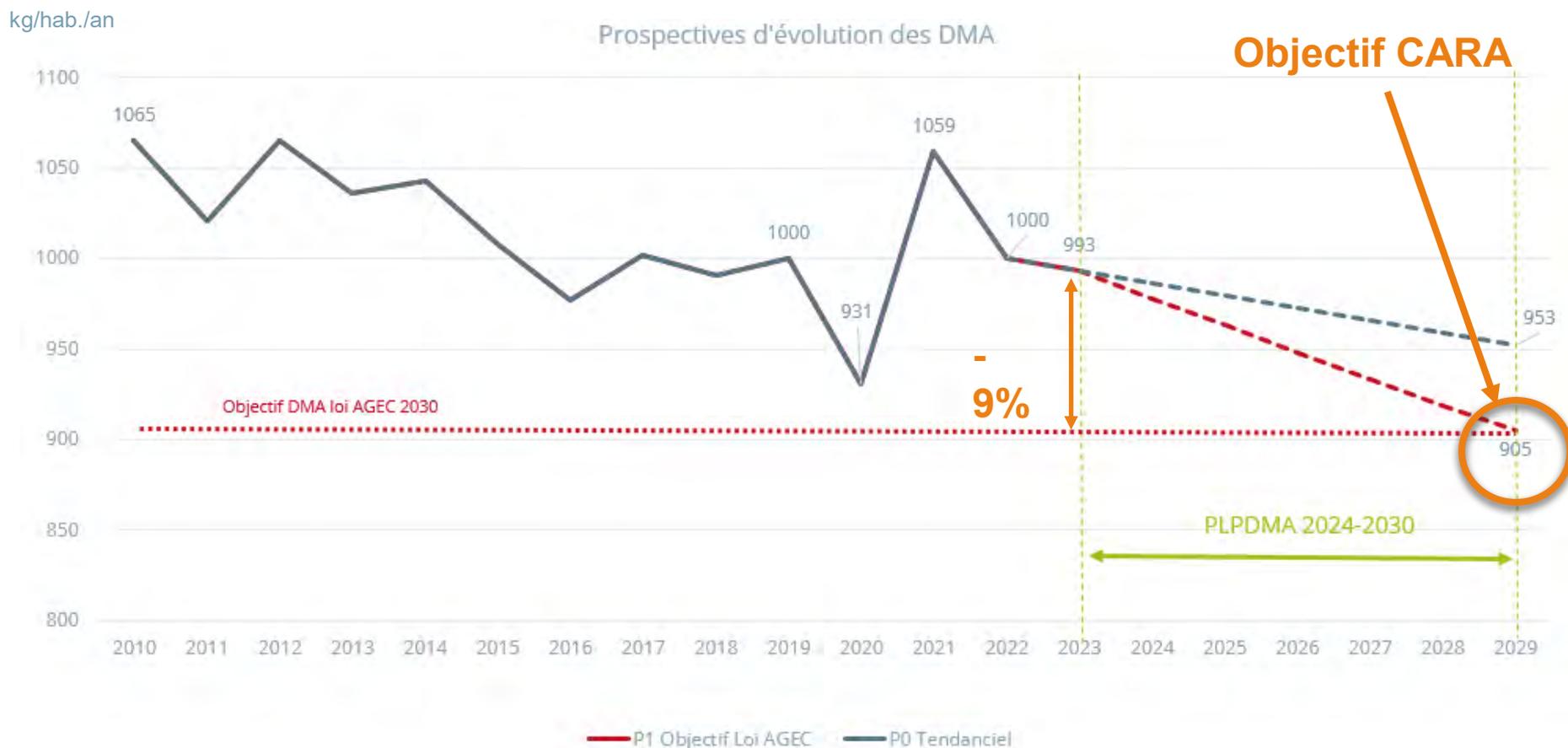
- * Crédibilité vis-à-vis des usagers à assurer sur la prévention des déchets : SPPGD aujourd'hui perçu comme celui qui gère les déchets
- * Fort impact du tourisme : saisonnalité et importance de la production de DMA liés
- * Risque accru de déchets sauvages du fait de la présence d'espaces naturels nombreux liés à l'eau
 - * Quelques acteurs locaux ayant une activité dans la prévention des déchets
- * Peu de visibilité des actions de prévention menées par les acteurs du territoire et absence de coordination / animation des actions

OBJECTIFS DU PLPDMA





● Représentation graphique de l'objectif de réduction des DMA de la loi AGEC pour la CARA :



● Objectifs divers de réduction des déchets dans le PRPGD Nouvelle-Aquitaine (compatibilité attendue) : végétaux, encombrants, biodéchets résiduels dans OMR,



- **La CARA a retenu 6 orientations stratégiques auxquelles le plan d'actions doit répondre :**

1/ Sensibiliser et inciter les habitants et les touristes à réduire leur production de déchets

2/ Accompagner les professionnels y compris ceux du tourisme dans la prévention des déchets

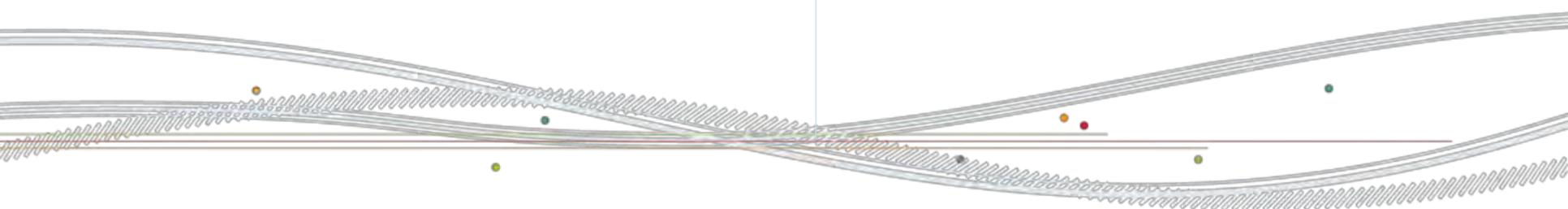
3/ Être éco-exemplaire au sein de la CARA, des communes et dans les événements

4/ Travailler en transversalité au niveau des politiques publiques en faveur des changements de comportement

5/ Favoriser la réparation, le réemploi et la réutilisation dans une logique de réseaux d'acteurs

6/ Agir contre le gaspillage alimentaire et mieux valoriser les biodéchets (épluchures, restes alimentaires, végétaux)

PLAN D' ACTIONS

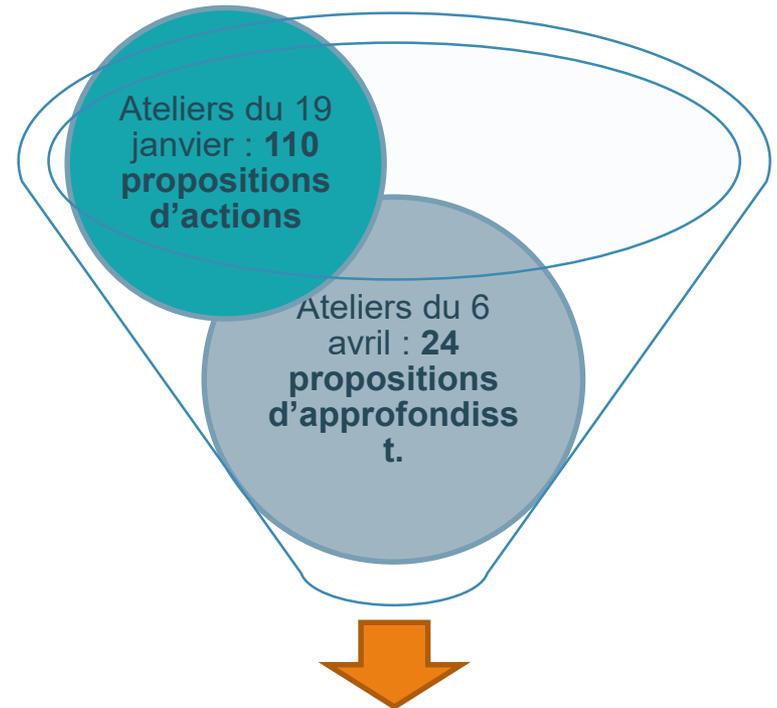
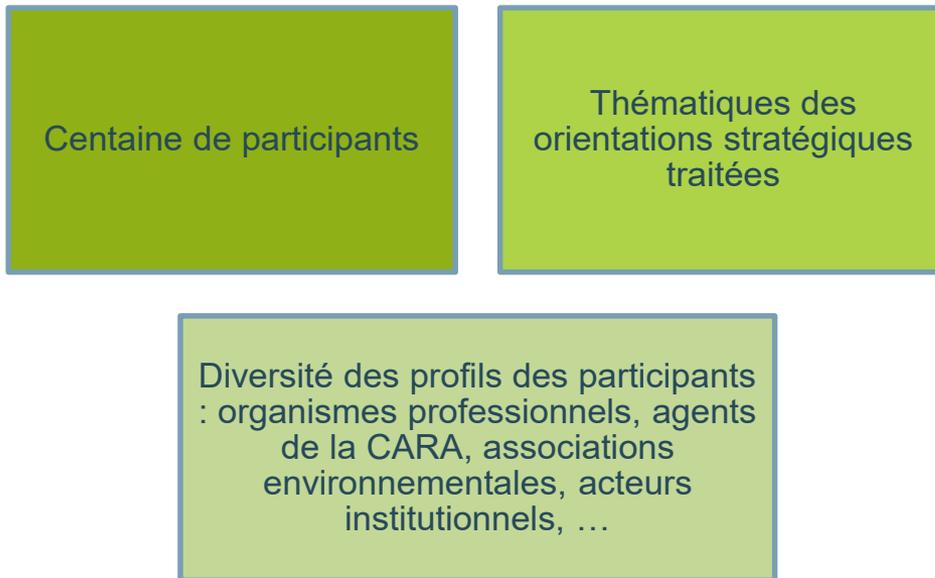




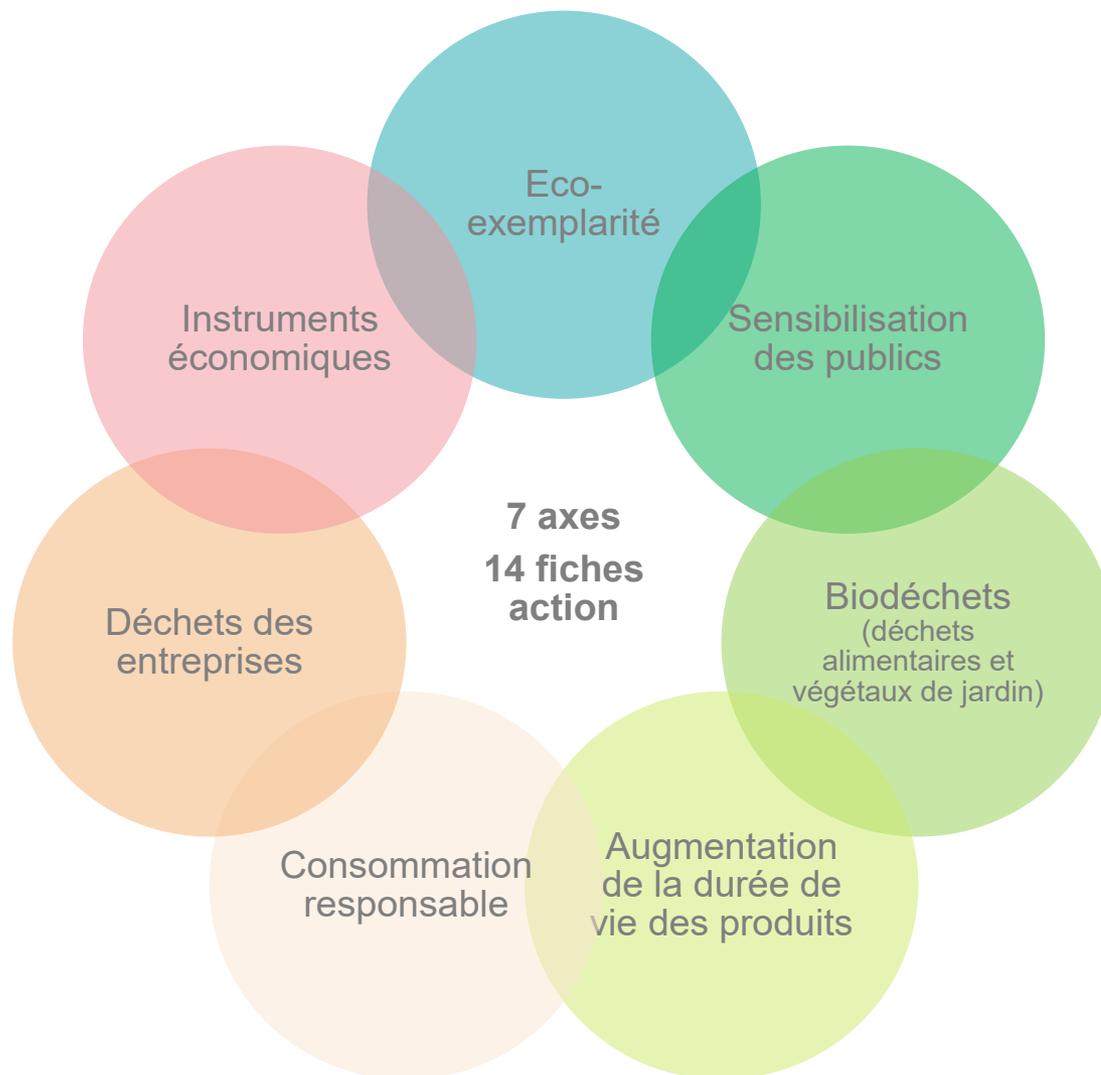
● Objectif des ateliers

Réfléchir ensemble à des solutions de réduction des déchets à développer sur le territoire dans le cadre du PLPDMA de la CARA

● 1,5 journée d'ateliers les 19 janvier et 6 avril



Sélection 50% par le COPIL





● 7 axes et 14 fiches actions

Sensibilisation des publics – Consommation responsable

- Déployer des **campagnes de communication ciblées**
- **Sensibiliser en proximité** (ateliers, stands, animations scolaires ...)

Déchets des entreprises

- Sensibiliser et former les **professionnels**
- Accompagner les **démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT)** sur le territoire

Eco-exemplarité

- Accompagner les **manifestations vers le zéro déchet et l'écoresponsabilité**
- Mettre en place une **démarche d'achats durables** au sein de la **CARA** et des **communes**
- **Intégrer la prévention des déchets** dans la mise en œuvre des **politiques publiques** portées par la CARA et des communes

Augmentation de la durée de vie des produits

- **Recenser et mettre en lumière les acteurs des 3R** et favoriser l'émergence de **nouveaux acteurs**
- Accompagner au **déploiement d'actions 3R** de proximité

Biodéchets

- Accompagner les **habitants** dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et au tri à la source des biodéchets par la mise en place de **composteurs**
- Sensibiliser les **professionnels** dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et la mise en place du **tri à la source des biodéchets**
- Accompagner des **établissements ciblés** dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et la mise en place du **compostage**
- Mieux valoriser les **végétaux in situ** : développer un réseau « les végétaux ont de la ressource »

Instruments économiques

- Envisager la mise en place d'**outils incitatifs économiques**, de modifications du service de collecte ou d'information des usagers



1. Déployer des **campagnes de communication de réduction des déchets ciblées**



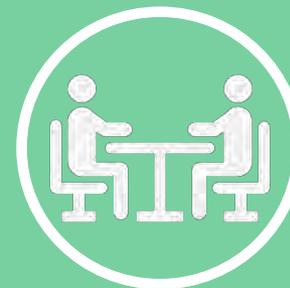
6 ans



0,2 ETP
moyen / an

- Diagnostic préalable et **plan d'action partagé** avec partenaires.
- **Elaboration d'outils** divers (calendrier de publications, création de pages internet dédiées, ...)

- ✓ **13 000 visites / an des pages internet** prévention CARA en fin de PLPDMA
- ✓ **2 200 visites /an de chaque tutoriel vidéo** en fin de PLPDMA



2. Encourager la prévention des déchets à travers la **sensibilisation de proximité** (ateliers, stands, sensibilisation scolaire...)



6 ans



0,6 ETP
moyen / an

- Organisation d'**animations** (dont pour les scolaires) / **stands** par la CARA
- **Prêt de matériel** et **relai d'information** sur outils de communication de la CARA sur les **animations, ateliers et défis zéro déchet** proposés par les acteurs locaux

- ✓ **12 animations ou stands / an**
- ✓ **24 animations ou ateliers / an** des partenaires et relayés par la CARA
- ✓ **1 défi « zéro déchet » / an** par un partenaire et accompagné par la CARA
- ✓ **10 classes primaires sensibilisées / an** en moyenne

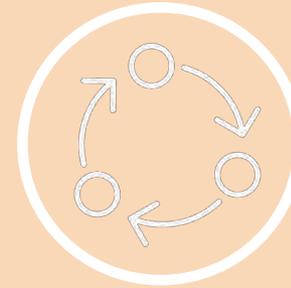


3. Sensibiliser et former les professionnels à la réduction des déchets



- **Valorisation des démarches diagnostic** des partenaires via les outils de communication de la CARA.
- **Co-construction d'ateliers de sensibilisation** et de **visites d'entreprises exemplaires** avec les partenaires, co-animation et **valorisation des engagements des entreprises** en matière de réduction des déchets.

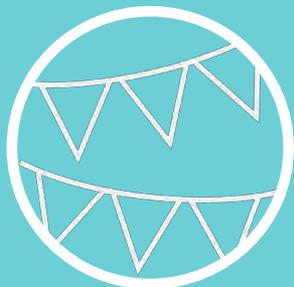
- ✓ **12 entreprises sensibilisées / an** en moyenne
- ✓ **5 entreprises valorisées / an**



4. Faire d'un déchet une ressource : accompagner les démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) sur le territoire



- **Expertise et appui du SPPGD*** auprès du service développement économique sur le **diagnostic**, la **proposition d'un plan d'action**, l'**animation** et l'**accompagnement** des groupes d'entreprises.
- ✓ **Pas d'objectifs fixés**



5. Accompagner les manifestations vers le zéro déchet et l'écoresponsabilité

-0,8 kg/hab.
2 000 €



6 ans



0,16 ETP
moyen / an

- **Elaboration** en concertation avec les partenaires d'une **charte d'éco-exemplarité**
 - **Valorisation des évènements signataires**
- ✓ **50 signataires** de la charte éco-exemplarité
- ✓ **50 manifestations** valorisées



6. Mettre en place une démarche d'achats durables en lien avec le service de la commande publique de la CARA et les communes

Pas de potentiel de
réduction estimé



0 €



6 ans



0,04 ETP
moyen / an

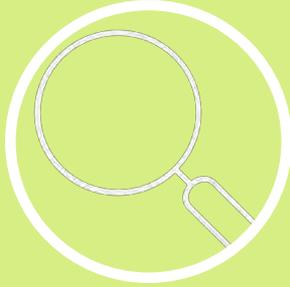
- **Contribution et expertise du SPPGD** sur l'élaboration d'un **cahier des charges « développement durable »**
 - **Appui** pendant le **suivi de la mise en œuvre** et des **bilans**
- ✓ **Pas d'objectifs fixés**



7. Intégrer la prévention des déchets dans la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CARA et les communes adhérentes



- **Création d'un comité de pilotage interservices** au sein de la CARA pour l'intégration des enjeux de prévention des déchets dans les différentes actions des services
 - **Création d'un observatoire des politiques publiques** de la CARA
 - **Conception du volet « prévention des déchets »** de la formation à destination des **élus** de la CARA et de **binômes agents et élus référents** des communes
- ✓ **33 communes** disposant d'un binôme élu/agent identifié
- ✓ **100% des services concernés** utilisant l'observatoire des politiques publiques à l'issue du PLPDMA

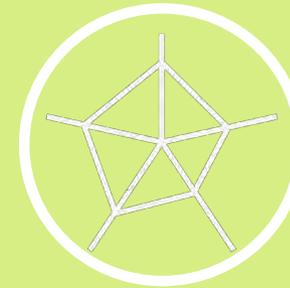


8. Recenser et mettre en lumière les acteurs des 3R (réparation, réemploi, réutilisation) et favoriser de nouveaux acteurs



- **Contribution (expertise)** du SPPGD à la construction de l'accompagnement pour la création d'activités « 3R »
- **Recensement des acteurs « 3R » hors ESS** (en complément du travail de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) déjà réalisé) et **cartographie** sur le site internet de la CARA.

✓ **50 acteurs référencés** à l'issue du PLPDMA



9. Accompagner au déploiement d'actions 3R (réparation, réemploi, réutilisation)



- **Expertise du SPPGD sur l'étude territoriale sur le réemploi** prévue par le Schéma de Développement Economique et de l'Innovation (SDEI) de la CARA
 - **Création d'un groupe de travail** sur la structuration d'un réseau de zones de réemploi sur le territoire
 - **Déploiement des zones de réemploi** et des événements dédiés au réemploi
 - **Organisation de visites de sites** partenaires du réemploi.
- ✓ **20 zones de réemploi** pérennes créées hors déchèteries
- ✓ **3 événements / an** dédiés au réemploi
- ✓ **9 ateliers /an en moyenne** de transmission de savoir-faire en réparation réalisés par des structures partenaires



10. Accompagner les **habitants** dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et au tri à la source des biodéchets par la mise en place de **composteurs** (individuels et partagés)



3 048 200 €
-30 kg/hab.



6 ans



1,48 ETP
moyen / an

- **Distribution des composteurs individuels** dans des permanence avec délivrance des **consignes d'utilisation, installation des composteurs partagés et formation des habitants référents** en habitat collectif.
 - **Organisation et animation d'ateliers et évènements** sur le compostage et la lutte contre le gaspillage alimentaire (GA).
 - **Composteurs individuels mis à disposition par la CARA.**
- ✓ **18 000 composteurs individuels** distribués
 - ✓ **220 sites de compostage partagé** installés
 - ✓ **10 évènements / an** de sensibilisation au compostage
 - ✓ **5 évènements / an** de sensibilisation contre le GA.



11. Sensibiliser les **professionnels** dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et la mise en place du **tri à la source des biodéchets**

-3 kg/hab.



500 €

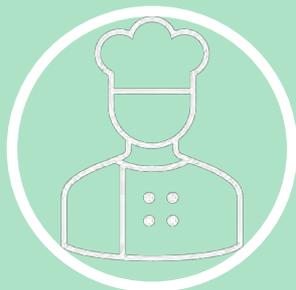


6 ans



0,23 ETP
moyen / an

- **Contribution de la CARA à l'organisation et l'animation des évènements de sensibilisation** à la réduction du gaspillage et au compostage auprès des **professionnels**
 - **Définition d'un planning annuel d'évènements**
 - **Contribution à l'élaboration de supports de communication** en direction des professionnels, **communication** auprès des professionnels.
 - **Valorisation des entreprises engagées** via les outils de communication de la CARA.
- ✓ **5 à 7 ateliers animés / an** par la CARA et ses partenaires
 - ✓ **450 professionnels** sensibilisés
 - ✓ **17 restaurants d'établissements de soin** ayant mis en place du compostage



12. Accompagner des établissements ciblés dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** et la mise en place du **compostage**

-2,5 kg/hab. 472 500 €

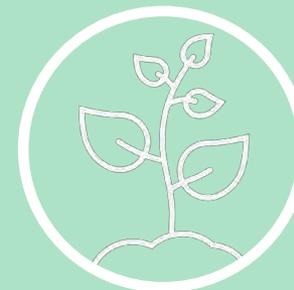


6 ans



0,29 ETP
moyen / an

- **Gaspillage alimentaire** : coordination avec le PAT (Projet Alimentaire Territorial) de la CARA pour **continuer l'accompagnement** dans la **restauration scolaire**, **adaptation des supports** pour les collèges et lycées, conception d'un **guide de bonnes pratiques**.
 - **Compostage** : **accompagnement des restaurants scolaires** et des **campings** pour la mise en place de **composteurs**, **formation de référents**, **suivi et accompagnements des sites**. Prise en charge du coût d'achat des composteurs par les professionnels.
- ✓ **40 restaurants scolaires** accompagnés sur le gaspillage alimentaire
 - ✓ **35 restaurants scolaires** accompagnés pour la mise en place de **composteurs**
 - ✓ **75 campings** accompagnés pour la mise en place de **composteurs**



13. Mieux **valoriser les végétaux in situ** : développer un réseau « les végétaux ont de la ressource »

2 800 €
-2,5 kg/hab.

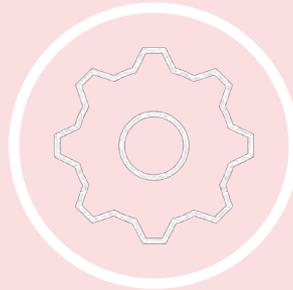


6 ans



0,26 ETP
moyen / an

- **Professionnels** : création et animation d'une **formation** en direction des **services techniques** et des **campings**, **construction de supports de valorisation** des pratiques de gestion à la parcelle dans les espaces verts.
 - **Ménages** : partenariat avec les communes pour l'organisation d'**opérations de broyage** dans les communes, **conception et animation d'ateliers de gestion in situ des végétaux**
- ✓ **33 services techniques communaux** formés à la gestion des végétaux à la parcelle
 - ✓ **45 campings** formés à la gestion des végétaux à la parcelle
 - ✓ **12 évènements** opérationnels (broyage) ou de sensibilisation organisés / an pour les ménages



14. Envisager la mise en place d'outils incitatifs économiques, de modifications du service de collecte ou d'information des usagers



6 ans

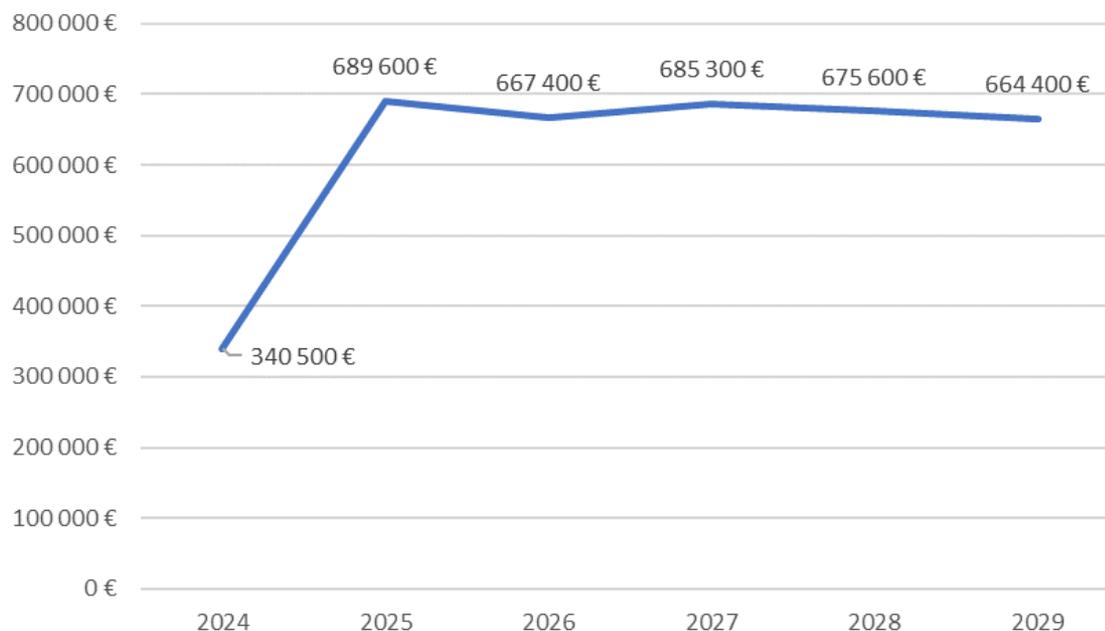


0,07 ETP moyen / an
(sur 2 ans)

- **Hors budget PLPDMA** : étude d'opportunité **tarification incitative (TI)**, étude de mise en place d'un **seuil d'application de la redevance spéciale**, prolongement du contrôle d'accès en déchèterie par la **limitation du nombre de passages** et des **hauteurs de passage, arrêt de la collecte des végétaux en porte-à-porte**.
 - **Budget PLPDMA** : benchmark d'étude de **dispositifs incitatifs alternatifs à la TI**, réflexion en concertation avec les **commerçants** et les **communes** sur un **objectif « zéro déchet » à la plage** (diminuer le recours aux emballages jetables, ...).
- ✓ **3 réunions / an** sur 2024-2025 pour diminuer les apports de déchets à la plage



- **Estimation des moyens financiers nécessaires hors ETP (et hors économies du fait de la réduction des déchets collectés)**



+ 2 sondages des pratiques de réduction des déchets des usagers : 2 x 25 000 €

Dont 1,6 M€ d'achat de composteurs individuels, soit 40% du budget global du PLPDMA

➔ Moyens financiers hors ETP de plus de **3,7 millions €** sur les 6 années du PLPDMA (3,8 M€ avec les sondages)

➔ Coûts de **7,30 €/hab. INSEE/an** en moyenne (plus bas la première année) ou **7,40 €/hab. INSEE/an avec les 2 sondages**



● Classement des actions par budget prévisionnel

Actions			Budget et ETP prévisionnels (6 ans)		Potentiels de réduction estimés à horizon 2029 (kg/hab.INSEE)		
Axe de l'ADEME	N°	Action	Budget total	ETP moyens (pôle prévention + comm)	Fourchette basse	Valeur de référence	Fourchette haute
Biodéchets et déchets verts & Gaspillage alimentaire	10	Accompagner les habitants dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et au tri à la source des biodéchets par la mise en place de composteurs (individuels et collectifs)	3 048 200 €	1,48	15,0	29,9	44,9
Biodéchets et déchets verts & Gaspillage alimentaire	12	Accompagner des établissements ciblés dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et la mise en place du compostage	479 500 €	0,29	1,8	3,5	5,3
Sensibilisation des publics	1	Déployer des campagnes de communication de réduction des déchets ciblés	106 800 €	0,20	7,4	14,9	22,3
Augmentation de la durée de vie des produits	9	Accompagner au déploiement d'actions 3R (Réparation, Réemploi, Réutilisation) de proximité	29 600 €	0,30	0,6	1,1	1,7
Augmentation de la durée de vie des produits	8	Recenser et mettre en lumière les acteurs existants des 3R (Réparation, Réemploi, Réutilisation) et favoriser l'émergence de nouveaux acteurs	24 000 €	0,17	Non évalué	Non évalué	Non évalué
Eco-exemplarité	7	Intégrer la prévention des déchets dans la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CARA et les communes adhérentes	18 000 €	0,12	Non évalué	Non évalué	Non évalué
Instruments économiques	14	Envisager la mise en place d'outils incitatifs économiques, de modification du service de collecte ou d'information des usagers	3 200 €	0,02	6,0	12,0	18,0
Biodéchets et déchets verts	13	Mieux valoriser les végétaux in situ : développer un réseau « les végétaux ont de la ressource »	2 800 €	0,26	0,3	0,5	0,8
Sensibilisation des publics & Consommation responsable	2	Encourager la prévention des déchets à travers la sensibilisation de proximité (ateliers, stands, sensibilisation scolaire, ...)	2 500 €	0,57	1,0	1,9	2,9
Eco-exemplarité	5	Accompagner les manifestations vers le zéro déchet et l'éco-responsabilité	2 000 €	0,16	0,4	0,8	1,1
Déchets des entreprises	3	Sensibiliser et former les professionnels à la réduction des déchets	1 500 €	0,18	Non évalué	Non évalué	Non évalué
Déchets des entreprises	4	Faire d'un déchet, une ressource : accompagner les démarches d'EIT sur le territoire	1 200 €	0,08	Non évalué	Non évalué	Non évalué
Biodéchets et déchets verts & Gaspillage alimentaire	11	Sensibiliser les professionnels dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et la mise en place du tri à la source des biodéchets	500 €	0,23	1,5	3,0	4,5
Eco-exemplarité	6	Mettre en place une démarche d'achats durables en lien avec le service de la commande publique de la CARA et les communes.	0 €	0,04	Non évalué	Non évalué	Non évalué



● Estimation des moyens humains nécessaires



Chiffrage intégrant l'hypothèse d'un **prestataire** pour la distribution des **composteurs individuels**, l'installation des **composteurs partagés et en établissement (restaurants scolaires et campings)**, le suivi des sites et la formation des référents.

=> les **ETP affichés** sont donc **hors temps de prestation**, la prestation étant intégrée dans les coûts



3,7 ETP en 2024 puis progressivement jusqu'à **4,8 ETP / an**

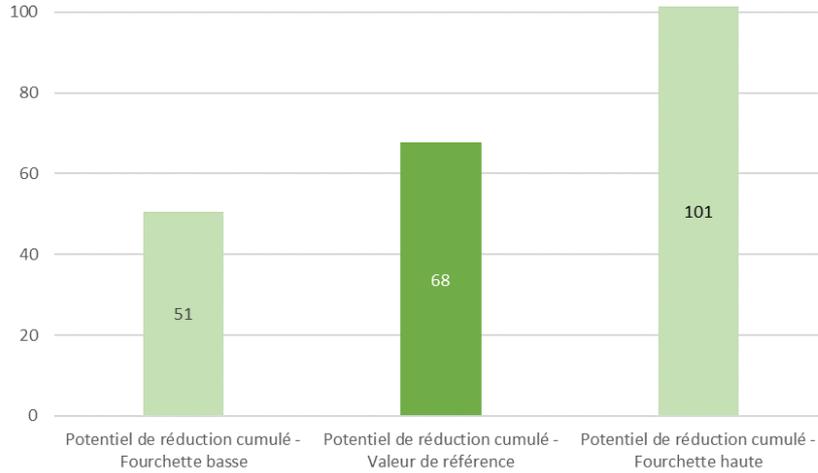


Les ETP comprennent ceux du **pôle prévention du SPPGD** et du **service communication**



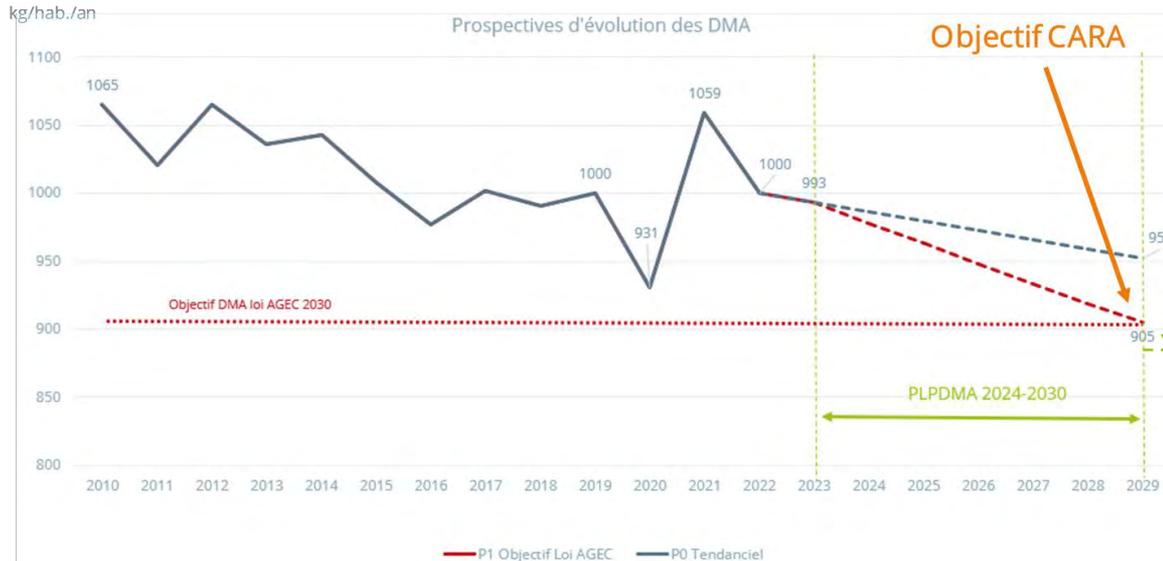
Plan d'actions : Potentiel de réduction

● Estimation du potentiel de réduction global



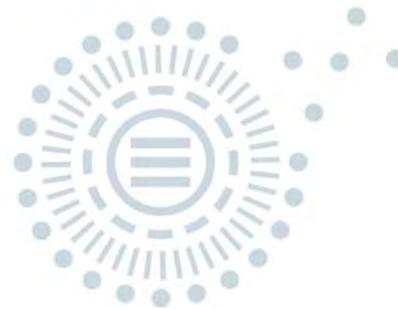
Le potentiel de réduction global est estimé **entre 51 et 101 kg/hab**, avec une « valeur de référence » de **68 kg/hab./an**

L'objectif de réduction de la **loi AGEC** serait **atteint** en prenant en compte la **diminution tendancielle des DMA depuis 2010**



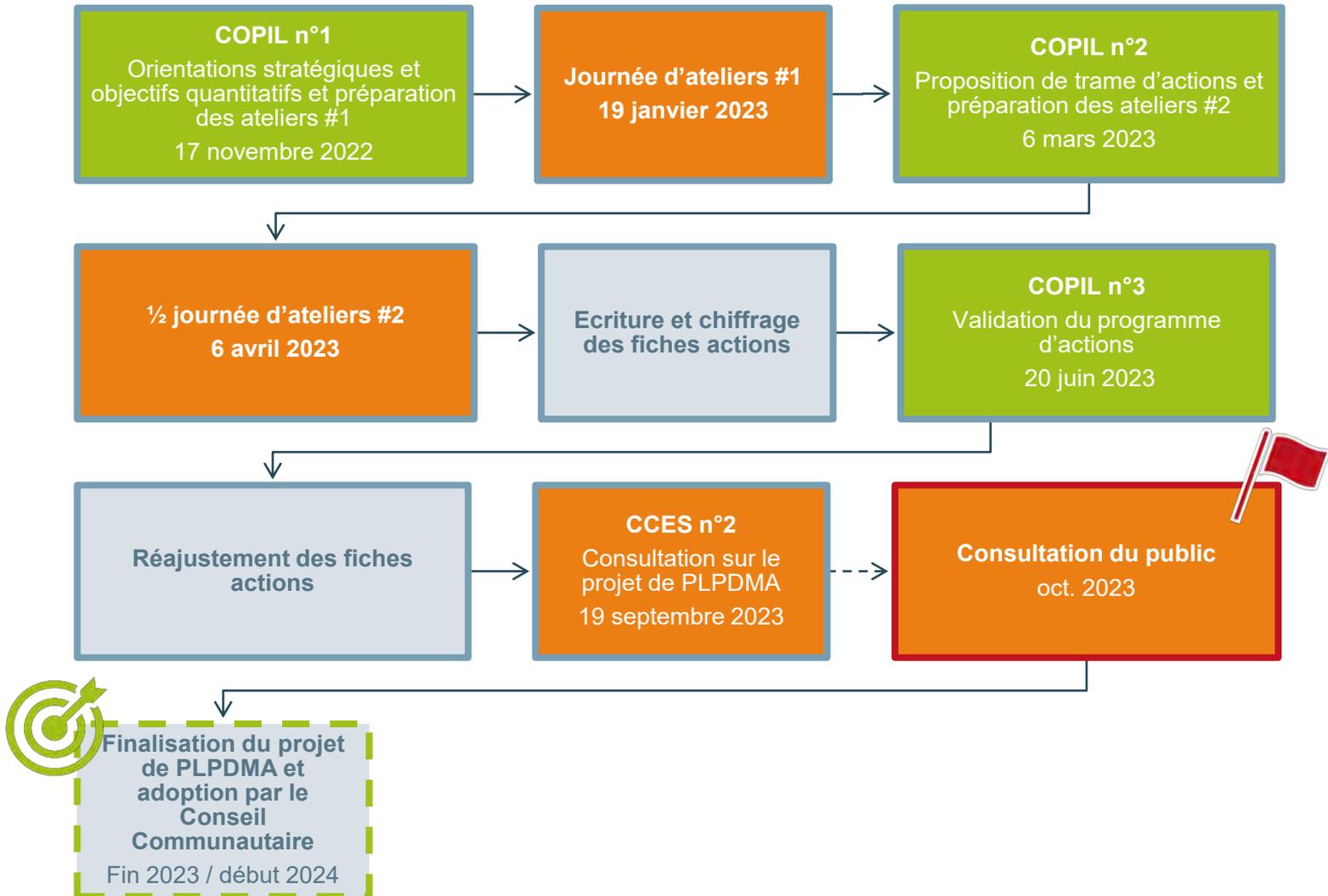
Potentiel de réduction du PLPDMA / valeur de référence : **68 kg/hab./an**

PROCHAINES ÉTAPES





➤ Prochaines réunions



MERCI POUR VOTRE INTERÊT !

